



**PRÉFET  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,  
du Travail, des Solidarités et de la  
Protection des Populations**

**Service de la protection de l'environnement et  
installations classées**

LAVAL, le 09/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SCEA FERRE**

**LA BROSSE**

**53400 LIVRE LA TOUCHE**

Références : dossier n° 1474/2615/4920- AH – 202201297  
Code AIOT : 0055301494

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2022 dans l'établissement SCEA FERRE implanté LA BROSSE - 53400 LIVRE LA TOUCHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été faite dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et du suivi d'une mise en demeure ( AP de mise en demeure du 11/01/2019).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA FERRE
- LA BROSSE 53400 LIVRE LA TOUCHE
- Code AIOT : 0055301494
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED-MTD

L'exploitation bénéficie d'un arrêté préfectoral n° 2011-P-42 17 janvier 2011, modifié par un arrêté préfectoral complémentaire n° 2013360-004 du 26 décembre 2013 pour exploiter un élevage avicole de 51370 poulets, 11 000 dindes et 16 000 canards, soit 116 370 animaux équivalents sur le site La Brosse et un élevage de 400 bovins à l'engraissement sur les sites La Brosse à Livré la Touche et la Peltrie à La Roe.

La construction d'un nouveau bâtiment, l'augmentation des effectifs avicole et bovin pour lesquels l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2013 a été délivré à l'exploitant, n'ont pas été mis en œuvre dans le délai de trois ans. Cet arrêté est donc devenu caduc. L'exploitant doit donc revenir aux effectifs de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011.

L'exploitant a également repris l'exploitation de M. CROISSANT Gérard situé au lieu dit Les Touches à Livré la Touches. Il bénéficiait d'un arrêté préfectoral n° 2001-P-1611 du 19 septembre 2001 pour

exploiter un élevage porcin de 105 truies, 360 porcelets post sevrage et 600 porcs à l'engraissement, soit 987 animaux équivalents.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect des effectifs, mise en oeuvre des MTD, respect du plan d'épandage et respect du 6ème programme nitrate en Mayenne

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Il n'y a pas de constat hors des points de contrôle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Prescriptions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 6, 7, 10, 20, 21, 22, 24, 31, 32	Déclaration de changement d'exploitation
2	Prescriptions générales sur la gestion de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 16, 17, 18, 19, 22	Absence de relevé des consommations d'eau
7	Prescriptions générales épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 26, 27, 37	Absence de signature des bordereaux d'exportation des prêteurs
9	Prescriptions générales MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 41, 45	/

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
4	Prescriptions générales effluents, déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 11, 23, 25	/
8	Prescriptions générales traitements effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 28, 29, 30, 38, 39	/

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il a été constaté des non-conformités majeures.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Prescriptions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 6, 7, 10, 20, 21, 22, 24,31, 32
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Généralités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Effectifs,tenues générales, gouttières, propreté, perceptions odeurs (MTD 12-13, 19), dératisation, plantation, bruit, gestion des pâturages et parcours extérieurs
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, il a été constaté : Sur le site La brosse : 39 915 canards et 175 taurillons. Sur le site La Peltrie : 155 taurillons Sur le site Les touches : 85 porcs à l'engraissement Soit en totalité 39 915 emplacements de volailles, soit 119 745 animaux équivalents, 85 animaux équivalents porcs et 330 bovins à l'engrais. L'exploitation bénéficie d'un arrêté préfectoral n° 2011-P-42 17 janvier 2011, modifié par un arrêté préfectoral complémentaire n° 2013360-004 du 26 décembre 2013 pour exploiter un élevage avicole de 51370 poulets, 11 000 dindes et 16 000 canards, soit 116 370 animaux équivalents sur le site La Brosse et un élevage de 400 bovins à l'engraissement sur les sites La Brosse à Livré la Touche et la Peltrie à La Roe. La construction d'un nouveau bâtiment, l'augmentation des effectifs avicole et bovin pour lesquels l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2013 a été délivré à l'exploitant, n'ont pas été mis en œuvre dans le délai de trois ans. Cet arrêté est donc devenu caduc. L'exploitant doit donc revenir aux effectifs de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011. L'exploitant a également repris l'exploitation de M. CROISSANT Gérard situé au lieu dit Les Touches à Livré la Touches. Il bénéficiait d'un arrêté préfectoral n° 2001-P-1611 du 19 septembre 2001 pour exploiter un élevage porcin de 105 truies, 360 porcelets post sevrage et 600 porcs à l'engraissement, soit 987 animaux équivalents. La déclaration de changement d'exploitant n'a pas été effectuée.
<b>Observations :</b> Les effectifs de porcs ayant baissé et les effectifs avicoles ayant été modifiés, l'exploitant devra transmettre à la Préfecture de la Mayenne, la mise à jour de ses effectifs d'animaux et une télédéclaration devra également être effectuée pour un élevage de 400 bovins à l'engraissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prescriptions générales sur la gestion de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 16, 17, 18, 19, 22
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Gestion de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Alimentation eau, analyse, compteur, relevé mensuel, disconnection, gestion économe (MTD 5), déclaration forage, abreuvement des animaux
<b>Constats :</b> Absence de relevé mensuel des consommations d'eau pour les sites La Peltrie, Les Touches et l'activité de bovins sur le site La Brosse.
<b>Observations :</b> Absence de sécurisation des têtes de forages sur les sites de La Brosse et de la Peltrie. (AM du 11/09/2003).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Prescriptions générales effluents, déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 11, 23, 25
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Gestion des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Stockages (MTD 15, 16, 17, 18), stockage des eaux résiduaires (eaux de lavages)(MTD 6,7) étanchéité, stockage au champs, mis sur CEP
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de constat de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Prescriptions générales épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 26, 27, 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Epandage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des périodes, respect des périodes des CIPAN, interdiction d'épandage le week-end, plan de fumure, analyse de terre, épandage de boues de STEP, bons d'enlèvements des prêteurs de terre, plan d'épandage, dose nitrate apportées (prévisionnelle)
<b>Constats :</b> Absence de présentation du plan de fumure de la SCEA Ferre ; Présence de bon d'enlèvement des prêteurs de terre incomplets. Présence d'un plan d'épandage modifié (reprise des terres de M CROISSANT Gérard).
<b>Observations :</b> L'exploitant devra, transmettre à la préfecture de la Mayenne, la mise à jour de son plan d'épandage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Prescriptions générales traitements effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28, 29, 30, 38, 39
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Compostage, station ou équipements de traitements des effluents d'élevage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cahier de compostage, présence de thermomètre, prise de température, conformité de l'aire de stockage, analyse de compost
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de constat de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Prescriptions générales MTD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 41, 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mise en œuvre des MTD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Performances environnementales globales des installations (système de management environnementales (SME) (MTD 1), émissions azote (MTD 3), émissions phosphore (MTD 4), déclaration GERE (MTD 25), Bilan massique azote et phosphore (BRS)(MDT 24), formation dans le domaine agricole (MTD 2), contrôle, entretien régulier, système de ventilation et sonde de température (MTD2), respect des niveaux d'émissions associés (NEA) au MTD exprimé en kg NH3/emplacement/an (MTD 31-32), techniques mises en place pour réduction d'odeur, réduction d'émissions d'ammoniac (MDT 13, 33-34), rationalisation de l'énergie (MTD 8),
<b>Constats :</b> Absence de contrôle des installations électriques. Absence de déclaration GERE 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## BORDEREAU DE LIVRAISON D'EFFLUENTS D'ELEVAGE

(document à établir au plus tard à la fin du chantier d'épandage)

Producteur d'effluents : ..... Nom du destinataire d'effluents : .....

.....

Adresse : ..... Adresse : .....

.....

Date de livraison : ..... Date d'épandage : .....

Délai d'enfouissement : .....

		Kg éléments /unité		
Type d'effluent	unités	N	P2O5*	K2O*
Fumier de bovins	tonne brute			
Lisier de porc	m3			
Fientes de volailles				
Autres :				
Autres :				

(\*) selon les besoins du contrat

Parcelles réceptrices :

Identification des parcelles :	Surface épandue	Culture fertilisée	Quantité (T ou m3)	Quantité totale d'azote apporté (kg)

Signature du producteur

Signature du destinataire

